



**COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 23 MARS 2009**

Le Conseil Municipal s'est réuni en Mairie ce lundi 23 mars 2009 à 19h, sous la présidence de Monsieur Christophe PILCH, Maire.

Etaient absents excusés et avaient donné procuration: Mme DELOBEL, Melle FLUET.

Après avoir désigné Melle QUINTELIER, secrétaire de séance, et approuvé le procès-verbal de la réunion du 11 décembre 2008, l'Assemblée passe ensuite à l'examen des différentes affaires portées à l'ordre du jour.

Le Conseil Municipal, adopte :

⇒ A l'unanimité, la présentation du phasage de la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S) en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) et approuve les objectifs définis du programme urbain à développer.

⇒ Par 29 voix pour (Mr PILCH ayant quitté la salle) et 3 abstentions (Mme GALLET, Mrs BARRE, AULAK) sous la présidence de M. MONTURY, le Compte Administratif 2008 :

Le C.A 2008 pour le budget principal se résume de la façon suivante:

*- dépenses de fonctionnement: 11 398 507,08
- recettes de fonctionnement: 12 688 482,23*

Soit un excédent de fonctionnement de 1 289 975,15

*- dépenses d'investissement: 7 740 111,64
- recettes d'investissement: 5 776 867,98*

Soit un déficit d'investissement de 1 963 243,66

L'excédent global reporté en section de fonctionnement pour l'année 2009 s'élève donc à 2 405 058,66 après correction des restes à réaliser en dépenses de 3 888 765,93 et en recettes 5 074 930,29 et du solde d'exécution de la section d'investissement de l'année 2008 pour 2 670 114,58.

⇒ Adopte l'affectation définitive des résultats pour les budgets suivants:

- Budget principal
- Lotissement zone d'activités du Chemy
- Lotissement Mozart
- Lotissement Bois Calotte
- Lotissement Le Grand Marais Nord
- Cinéma Le Travelling

⇒ Par 30 voix pour et 3 abstentions (Mme GALLET, Mrs BARRE, AULAK) adopte le Débat d'Orientations Budgétaires :

Monsieur le Maire rappelle que les orientations budgétaires des années précédentes ont été suivies et s'avèrent précises. Il indique que les orientations sont maintenues et réajustées en fonction des réalisations effectuées. Il précise que la commune n'a pas eu recours à l'emprunt depuis 2003 et que le financement des dépenses du projet ANRU est assuré par un paiement rapide des subventions qui nous ont été accordées.

Il présente ensuite la situation financière de la commune en ce début d'année 2009 et informe l'Assemblée des différentes dépenses et recettes proposées en 2009.

Il indique que le budget de fonctionnement de l'année 2009 sera impacté par l'intégration de la médiathèque.

La parole est ensuite donnée à M. Jean-Louis FOSSIER (voir texte en annexe)

A l'unanimité,

⇒ accepte l'indemnisation d'un agent de police victime de violence dans le cadre de ses fonctions, et en demande le remboursement auprès de l'organisme d'assurance de la ville,

⇒ adopte une motion pour la baisse significative du prix du gaz allant au-delà des 11,3% annoncés.



Le Maire,

Christophe Pilch

C. PILCH.



Débat d'Orientation Budgétaire – Courrières 23 mars 2009

Intervention de Jean-Louis FOSSIER pour le Groupe
des élus communistes et républicains

Monsieur le Maire, Chers Collègues,

Pas un jour ne passe sans que les citoyens de la commune nous fassent part de leurs souffrances et de leurs vives inquiétudes concernant leur avenir et celui de leurs enfants. Nous sommes et je suis particulièrement sensible à ces témoignages de détresse, à l'expression de ce sentiment d'injustice. Ils sont privés d'emploi, mis au chômage technique, leurs usines ferment leurs portes, et même si nous n'en parlons que trop peu dans cette enceinte, les salariés des entreprises de notre commune ne sont malheureusement pas épargnés (SOVEA...). Le silence semble parfois être la règle, de même que l'obtention du plan social le moins mauvais possible. Mais il n'empêche que cela reste insupportable et inadmissible. Et il est demandé aux collectivités, aux communes, de faire face à la détresse et au désespoir qui s'expriment, de même qu'il leur est demandé de financer non plus le développement économique, mais, chantage à la clef, le maintien à flot d'entreprises le plus souvent filiales ou sous-traitantes qui licencient, pendant que gros actionnaires et dirigeants continuent, eux, d'engraisser.

Certes, le CAC 40 a moins grimpé qu'en 2007 qui était une année record. Mais même si, comme dit la Voix du Nord sans parvenir à faire pleurer dans les chaumières, les riches se sont appauvris en 2008, la hausse du CAC 40 s'établit quand même cette année, mes Chers Collègues, à 12% avec 90 milliards de bénéfices nets. Et sait-on assez qu'un ouvrier de chez PSA travaille 3h30 par jour pour payer leurs dividendes aux actionnaires ? Et que dire de Total, de Renault, de la Société Générale, d'Arcelor Mittal, qui montrent des exemples on ne peut plus édifiants de la moralisation du capitalisme ? Que dire de l'Etat, premier licencieur du pays avec 35.000 suppressions de postes de fonctionnaires encore prévues en 2009 ?

Il reste que la volonté de se révolter, de ne pas se laisser faire est une réalité. On l'a encore vu dernièrement dans les imposants cortèges des manifestations, au point que même à droite, il n'y a plus personne pour défendre les mérites du libéralisme économique, des privatisations ou de la concurrence libre et non faussée. Pour un peu, je suis sûr que Ségolène serait même prête à nous parler de nationalisations, de SMIC à 1500 euros ou de contrôle des salariés sur la marche et le financement des entreprises... Face à cette faillite qui est indéniablement aussi celle d'une Europe libérale qu'ils ont gravée dans le marbre de la Constitution et du Traité de Lisbonne, ils vont maintenant nous affirmer la main sur le cœur qu'ils veulent changer l'Europe, pour faire dire coûte que coûte OUI à tous ceux qui ont dit NON en 2005... afin de continuer avec les mêmes recettes libérales, la même Constitution, la même banque européenne...

Vous le savez, à Courrières et ailleurs, avec mes camarades élus et militants, je me suis toujours exprimé pour faire partager notre opinion, notre engagement et nos convictions. On ne peut pas accepter cette situation de crise qui est celle du système capitaliste mondial, incapable de répondre aux besoins et aux aspirations des êtres humains. Je rappelle qu'1 milliard de milliards de dollars, c'est le montant des produits financiers servant dans le monde à alimenter la spéculation pour la spéculation. Cette masse d'argent représente 20 ans de production mondiale. C'est « le tout financier » au détriment de l'économie réelle et de la création d'emplois. La crise financière n'est donc pas une fatalité ni seulement le fait d'un système et de dirigeants non pas immoraux, mais amoraux et cyniques, qui ont déjà tout et décident de tout, sont responsables de la crise et en prennent prétexte pour nous la faire payer et saccager des millions de vies. La morale, c'est comme les ailes des poissons volants, pour les possédants, ça ne sera jamais une caractéristique de l'espèce capitaliste.

Bref cette crise est le résultat des politiques libérales et sociales libérales menées depuis plus de 20 ans, fondées sur l'abaissement des coûts salariaux et des dépenses sociales pour confisquer toujours plus les fruits du travail au profit du capital.

Je rappelle aussi qu'en 2008, les 10% de Français les plus riches ont bénéficié de 83% des remboursements liés au bouclier fiscal. Dans la région, 625 contribuables ont reçu un chèque moyen de 25.184 euros en provenance directe de l'Etat, pendant que nous, nous nous arrachons les cheveux pour éviter l'augmentation de la pression fiscale sur les ménages et que la suppression annoncée de la Taxe Professionnelle nous mettrait tout simplement dans l'incapacité - il faut le dire aux Courriérois !! - de faire face aux engagements d'avenir que nous avons pris avec de grandes réalisations comme la médiathèque, pour le mieux être social, culturel et économique de la population. Plus que jamais donc, compte tenu du contexte politique, économique et social, le vote de notre budget est lui-même un acte éminemment politique.

Au nom du traité de Maastricht et du pacte de stabilité, l'obsession des gouvernements qui se sont succédés a toujours été la baisse des dépenses publiques, la remise en cause des services publics pour les populations. Et après avoir bafoué le NON démocratiquement exprimé par les Français à l'Europe libérale, le Président de la République et le gouvernement musèlent aujourd'hui le droit d'amendement du Parlement. Dans tous les domaines, Sarkozy et son gouvernement font montre d'un autoritarisme grandissant, allant même jusqu'à remettre en cause les principes de la libre administration des collectivités locales reconnus par l'article 72 de la Constitution... Voilà au moins une Constitution - celle de la France, à défaut de celle de l'Europe capitaliste - que le pouvoir ne rechignera pas à transgresser.

Elus déterminés, les élus communistes ne se résoudront jamais à ce que nos populations soient méprisées et écrasées à ce point, et nous adhérons totalement à toutes les luttes engagées actuellement : c'est le seul moyen - pour nos collectivités également - d'être entendus, d'être respectés, mais aussi d'obtenir gain de cause.

Nous sommes à la croisée des chemins, et c'est dans un contexte véritablement historique que nous situons aujourd'hui notre action, notre action d'élus. Arrimé au dogme du libéralisme, le Chef de l'Etat s'obstine à mépriser la colère sociale et se montre incapable de promouvoir l'ordre démocratique, politique et économique radicalement nouveau que la situation rend possible et nécessaire.

Sa vision idéologique du plan de relance s'illustre :

- par le maintien du bouclier fiscal de 15 milliards en faveur des 10% des Français les plus riches et le refus de mesures pourtant vitales pour l'économie, en faveur du pouvoir d'achat des salaires - voilà un mot qui est devenu un gros mot - ainsi que celui des pensions et des allocations,
- par le maintien des suppressions de postes dans la fonction publique, comme je viens de le rappeler, avec pour 2009, 13.500 nouvelles suppressions dans l'Education nationale, et 20.000 au sein du secteur hospitalier.

Nous, élus communistes et républicains, nous considérons qu'il y a besoin d'un plan massif de 100 milliards d'euros, c'est-à-dire 5% du PIB, en développant des investissements publics en faveur de l'éducation, la santé, la culture, la modernisation du transport ferroviaire, la recherche publique, et en accordant des aides exceptionnelles aux collectivités territoriales. Un tel plan de relance pourrait s'accompagner de la mise en place d'un pôle public du crédit avec des déclinaisons régionales, pôle qui aurait mission d'appuyer les financements sur le respect par les grandes entreprises, de clauses sociales, salariales, économiques et environnementales.

Nous considérons que l'annonce intempestive de la suppression de la Taxe Professionnelle dès 2010, créera une asphyxie financière de nos collectivités qui seront soumises à la tutelle complète de l'Etat par le biais d'une dépendance totale à ses dotations. Le remplacement de cette ressource fiscale par une éventuelle taxe carbone se répercutera de facto sur la fiscalité des ménages, en allégeant encore celle des entreprises, notamment celles du CAC 40 qui captent déjà 90 % des 65 milliards d'allègements annuels, sans aucun résultat pour la création d'emplois, au contraire. Au motif de libérer l'innovation et l'investissement, le choix idéologique du Chef de l'Etat exonère l'entreprise de toute responsabilité en terme de développement des territoires.

Nous considérons qu'une véritable réforme de la TP passe par une volonté d'intégrer dans ses bases les actifs financiers des entreprises, car la financiarisation est un frein au développement de l'emploi et des activités productives qui sont indispensables pour répondre aux besoins sociaux et économiques de nos territoires. Mais dans le même temps, conformément à la logique ultra-libérale qui inspire son action, le Chef de l'Etat fait le choix de restreindre structurellement le champ de l'action publique dans ses investissements, lesquels génèrent, en Nord-Pas-de-Calais, une activité représentant le maintien direct de 22.000 emplois rien que dans le secteur du bâtiment. Cette orientation s'inscrit dans l'objectif de laisser la place libre au marché tout puissant.

De même, nous raconter que supprimer la TP c'est vouloir lutter contre les délocalisations et les licenciements est un leurre, car agir efficacement contre l'externalisation des activités productives, cela impliquerait de légiférer en amont contre les licenciements boursiers aux plans national et européen, ce que tous les libéraux et sociaux libéraux au pouvoir à tour de rôle dans notre pays et à Bruxelles, ce sont toujours refusé à faire.

Mais il y a plus. Dans sa fuite en avant proprement irresponsable, le gouvernement veut nous entraîner vers un big-bang territorial dont les départements et les communes risquent d'être les premières victimes. Derrière le crédo affiché de la simplification, de l'efficacité et de la clarification dans la répartition des compétences pour faire des économies, avec des arguments paraissant de bon sens, Sarkozy, comme à son habitude, justifie les réformes les plus rétrogrades. Il s'agit en réalité de mettre nos territoires en coupe réglée pour répondre aux exigences d'une Europe régie par Maastricht, son pacte de stabilité et de réduction des dépenses publiques. Jusqu'à présent, le pouvoir s'en paraît essentiellement au budget de l'Etat, victime de coupes sombres depuis de nombreuses années. Mais la bonne gestion des collectivités locales dans notre pays et ici à Courrières, leur budget équilibré, ont fait miroiter la possibilité de profits à réaliser pour le capital au vu du marché énorme que pourraient constituer les activités des collectivités.

Pour préparer l'opinion à cette attaque en règle, le gouvernement accuse les collectivités d'être responsables de la dette publique. En réalité, le gouvernement cherche à cantonner les collectivités dans le rôle de prestataires de services et de simple rouage administratif, en limitant leurs compétences à la mise en oeuvre de la politique de l'Etat. En vérité, il s'agit d'une recentralisation déguisée. Quant au soi-disant gaspillage des collectivités, il faut rappeler que, notamment les Départements, sont lourdement frappés par le désengagement de l'Etat qui, au nom de la décentralisation, s'est défaussé de ses responsabilités en transférant une à une ses compétences. Dans le Département, la situation est claire : les transferts financiers non compensés par l'Etat représentent 151 millions d'euros rien que pour le budget 2008, tandis que ses dotations seront revalorisées de moins de 1% cette année, que les droits de mutation s'effondrent avec - 25 millions, et que les besoins des populations explosent.

Malgré cela, le Département a continué à investir dans les collèges, les routes, les équipements structurants... Alors de quels gaspillages parle-t-on ? Des centaines de milliards qui se sont évanouis dans la spéculation boursière ? En tout cas certainement pas dans les politiques qui sont mises en oeuvre en faveur des habitants du Pas-de-Calais et de Courrières, même si nous attendons notre voie de contournement depuis 10 ans.

Alors, pourquoi tout ce remue-ménage, ce big-bang annoncé ? Nous, communistes et républicains, nous considérons que c'est avant tout parce que le pouvoir éprouve la nécessité de museler les espaces démocratiques et citoyens que sont par excellence les communes et les départements... Il s'agit de mettre en place, ce faisant, l'Europe des Régions, c'est-à-dire l'Europe de la concurrence entre les territoires, celle du dumping social. En privilégiant la fusion des Départements et des Régions, celle des intercommunalités, les libéraux et les socio-libéraux veulent éloigner encore plus les citoyens des centres de décision pour servir toujours mieux les intérêts financiers des grands groupes multinationaux. C'est un véritable hold-up démocratique contre lequel je m'engage clairement et résolument avec les élus communistes et républicains de Courrières.

Je vous remercie de votre attention.